



DECISION PERMANENTE N° 08032/MFB/DGD/DRC DU 18 MARS 2024

Accordant le bénéfice du Régime d'Admission Temporaire pour Perfectionnement Actif, à la société SOMOP CI, 10 BP 2229 ABIDJAN 10

LE DIRECTEUR GENERAL DES DOUANES,

- Vu la Constitution ;
- Vu la loi n° 2022-975 du 22 novembre 2022 portant Code des Douanes ;
- Vu le décret n°2021-800 du 08 décembre 2021 portant organisation du Ministère des Finances et du Budget ;
- Vu le décret n°2023-813 du 16 octobre 2023 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
- Vu le décret n°2023-814 du 17 octobre 2023 portant nomination des membres du Gouvernement ;
- Vu le décret n°2023-820 du 25 octobre 2023 portant attributions des membres du Gouvernement ;
- Vu le décret n°2017-265 du 03 mai 2017 portant nomination du Directeur Général des Douanes ;
- Vu le décret n°2019-78 du 23 janvier 2019 portant promotion du Colonel DA Pierre Alphonse au grade de Contrôleur Général des Douanes ;
- Vu l'arrêté n°360 du 29 mai 2017, portant délégation de signature au Directeur Général des Douanes ;
- Vu la demande d'Admission Temporaire pour Perfectionnement Actif en date du 19 juin 2023 formulée par la société SOMOP CI

DECIDE

Article 1^{er} : Le bénéfice du Régime de l'Admission Temporaire pour Perfectionnement Actif est accordé à la société SOMOP CI, en vue de la confection de palettes en plastique, sous réserve du respect des conditions fixées par la présente décision.

Article 2 : Le bénéficiaire du régime doit fournir à la Douane une caution couvrant au moins la moitié du montant des droits et taxes exigibles et liquidés sur chaque acquit à caution de type IM5/5200 (D18).

Article 3 : L'entreprise SOMOP CI est soumise aux dispositions particulières suivantes :

a) Tenue d'une comptabilité matière dans un registre paraphé par l'Administration des Douanes ;

- b) Ce registre est présenté d'office tous les ans au visa du Bureau des Régimes Economiques et à toutes réquisitions des Services des Douanes ;
- c) Chaque acquit d'Admission Temporaire établi en application de la présente décision doit être apuré dans un délai de douze (12) mois à compter de sa date d'enregistrement.

Article 4 : Les produits compensateurs obtenus sous le présent régime doivent être réexportés au moins à 70%.

Les déclarations de réexportation de type EX3/3052 (D8) doivent indiquer :

- Au recto, le poids, la valeur et la position tarifaire du produit fini ;
- Au verso, le numéro de chaque déclaration de type IM5/5200 apurée, suivi du poids, de la valeur, des positions tarifaires et des quantités de matières premières correspondantes.

Article 5 : La preuve de la réexportation se fera par la production d'une attestation des autorités douanières du pays d'importation, certifiant la réalité de l'opération.

Article 06 : Les déchets récupérables sont taxés aux taux des droits et taxes en vigueur à la date d'enregistrement de la déclaration en détail.

Article 7 : Les déchets non récupérables sont détruits à la demande du bénéficiaire de l'Admission Temporaire et en présence du service. Le procès-verbal sanctionnant la destruction sera joint à la déclaration de type IM4/4051 (D3 AT) d'exonération.

Article 8 : La présente Décision est permanente, sauf cas de :

- Renonciation par la volonté du bénéficiaire ;
- Retrait ou suspension par l'Administration pour non-respect des engagements souscrits ou pour tout autre motif ;
- Fermeture de la société ou cessation d'activité.

En tout état de cause, ces sanctions sont prononcées sans préjudice des suites contentieuses éventuelles.

Article 9 : Le tableau prévisionnel des intrants et produits finis définis à l'article 1^{er} ci-dessus fait partie intégrante de la décision et peut subir des modifications en cours d'exercice, sur demande du bénéficiaire de l'Admission Temporaire.

Article 10 : Le Directeur des Systèmes d'Information, le Directeur des Régimes Economiques et le Directeur de la Réglementation et du Contentieux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui prend effet à compter de la date de signature.

Ampliations :

- MFB/CAB ;
- Toutes Directions Douanes ;
- CCESP ;
- Syndicats des Transitaires ;
- Bénéficiaire.


Général DA Pierre A.
Commandeur de l'Ordre National

